

# Contribution du SAEP-Syndicat de l'Association des Éditeurs de Presse

## Consultation publique

### Observations sur l'avenant du 19 décembre 2025 relatif à l'assortiment et au plafonnement

Tours, le 17 Mars 2026

#### **1. Point de contexte : un naufrage industriel qui a coûté des millions d'euros à la filière.**

Le secteur de la presse magazine ne cesse de payer encore et encore la remise en cause des principes de la loi Bichet remis en cause par la réforme d'Octobre 2019.

*Le SAEP, sans doute animé de convictions rétrogrades, se refuse à faire le deuil d'une organisation du marché qui plaçait les éditeurs au cœur du système, nous confiant les clés d'un des principaux vecteurs d'expression des libertés publiques dans notre pays.*

A ce titre, assortiment et plafonnement n'ont contribué qu'à réduire notre capacité à diffuser nos titres de manière optimale contribuant à l'accélération du déclin du marché.

*Depuis 7 ans, la position du SAEP n'a pas varié : il n'existe pas de marché dans lequel la limitation de l'offre entraîne une augmentation de la demande.*

Prêchant dans le désert, le SAEP constate avec un certain dépit qu'il a fallu aux autorités indépendantes de contrôle plus de 2 500 jours pour se prendre conscience de l'évidence. Cet avenant corrige partiellement une interprétation aberrante des lois du marché, interprétation qui a coûté aux éditeurs et aux diffuseurs des millions d'euros de ventes perdus sans que quiconque ne semble souhaiter assumer la responsabilité de ce naufrage industriel.

#### **2. Aménagement de l'assortiment : enrichir l'offre avant qu'il ne soit trop tard.**

Le présent avenant a un mérite immédiat : il rompt, au moins partiellement, avec la logique **malthusienne** qui a caractérisé les règles issues de la réforme de 2019 — logique consistant à “faire tenir” la presse en réduisant l'offre, en comprimant les quantités et en encadrant le risque par la rareté, au lieu de soutenir la diffusion par l'élasticité commerciale. Le texte acte d'ailleurs que l'ARCEP, « disposant désormais de suffisamment de recul », a constaté un marché « orienté à la baisse » et relevé des « effets de bord » nuisibles à l'activité des marchands et au potentiel des éditeurs. Il faut saluer, au passage, la méthode revendiquée : observation des pratiques de terrain, prise en compte des outils disponibles, recueil de l'avis des professionnels, puis recommandations suivies « unanimement » par les signataires.

Le SAEP se permet néanmoins de continuer à déplorer qu'un tel constat aurait pu intervenir il y a bien longtemps. En particulier, nous avons imploré l'ARCEP, dès 2020, de procéder à des études économiques d'impact concernant la mise en place de ces dispositions.

Hélas, l'assortiment a, pendant de nombreuses années, été considéré comme une religion, un canon face auquel la seule position admise était la génuflexion

Pour autant, la nécessité même de ces assouplissements confirme que l'architecture antérieure était devenue **intenable** : si l'on en vient à multiplier les exceptions, c'est que la règle générale étouffait le marché.

L'un des apports les plus positifs de l'avenant tient à la réintégration pragmatique des **déclinaisons** dans l'assortiment. En permettant qu'elles puissent entrer dans l'assortiment de base indépendamment du rang au palmarès, dès lors qu'elles partagent le même numéro CPPAP (art. 15 bis), le texte répare une incohérence opérationnelle : un titre "assorti" ne pouvait pas toujours faire vivre ses extensions naturelles (hors-séries, offres jumelées, plus-produit, version poche).

C'est une mesure de bon sens : dans un point de vente, la demande ne se présente pas selon la seule hiérarchie d'un palmarès, mais selon la saison, l'actualité, l'impulsion d'achat et la mise en avant. Sur ce point, l'avenant réintroduit de la respiration commerciale — et l'on ne peut que s'en féliciter.

Dans le même esprit, l'ajustement de l'article 34 (largeur d'offre individualisée à 80 % pour les linéaires  $\leq 100$  MLD) vise à adapter la règle à la réalité des petits points de vente, sans renoncer à un socle d'assortiment. Là encore, c'est une correction utile : elle admet implicitement que la règle uniforme, appliquée dans un contexte de réduction des linéaires, aboutissait à une sélection trop étroite et donc à un appauvrissement de l'offre.

### **3. L'aménagement du plafonnement : de la pénurie organisée à la multiplication des soupapes**

Le plafonnement tel qu'il a été conçu a produit un rationnement mécanique : on sert au plus près de la moyenne, avec des compléments calibrés, ce qui sécurise la chaîne logistique mais empêche l'économie d'opportunité — celle d'un numéro qui "décolle", d'un événement d'actualité, d'une saison, d'une promotion. L'avenant introduit toutefois plusieurs améliorations techniques qu'il faut reconnaître comme positives : correction de la formule (art. 5) et création d'un article 5 bis pour intégrer, dans le calcul, les codifications techniques (multi-éditions, tests, éditions régionales, boîtes présentoirs, coexistence avec/sans plus-produit).

Ces précisions sont importantes : elles réduisent les contournements involontaires et les effets injustes liés à la "fragmentation" des codifications, et rendent le plafonnement plus cohérent avec la réalité industrielle.

Surtout, le texte consacre un **déplafonnement saisonnier** : l'été, l'ensemble des codifications plafonnables est déplafonné pour tous les diffuseurs, et l'hiver un mécanisme cible les points de vente à caractère saisonnier, avec des bornes temporelles encadrées par la CAP. C'est un

progrès notable, car il reconnaît que le potentiel de vente peut augmenter structurellement à certaines périodes, et que la règle “moyenne” devient alors contre-productive. Cette approche, qui articule encadrement et flexibilité, va clairement dans le bon sens.

#### 4. Une reconnaissance tardive qui pose la question de la responsabilité

Le préambule prend soin d’indiquer que l’ARCEP « ne saurait imputer » la chute des ventes 2025 aux seules dispositions de l’accord, tout en admettant que certaines ont « contribué » à la tendance. Cette formulation est révélatrice : on reconnaît des dommages, mais on les encadre politiquement. Or, si l’on admet que le dispositif a — même partiellement — aggravé la contraction, alors le temps de réaction interroge. Le texte explique qu’il a fallu « suffisamment de recul » pour mesurer l’adéquation du cadre aux objectifs et en apprécier les impacts. Mais pourquoi six années pour prendre la mesure d’effets signalés depuis 2019 par les acteurs de terrain ?

C’est ici que le caractère malthusien initial apparaît pleinement : en période de déclin, la régulation ne peut pas se borner à administrer la rareté. Elle doit éviter d’ajouter des contraintes qui réduisent encore la visibilité, la diversité et la capacité de rebond des titres. Le fait même que l’avenant multiplie désormais les dérogations et assouplissements (déclinaisons, codifications techniques, saisonnalité) montre que la posture antérieure était devenue **intenable**. On peut donc s’interroger sur la responsabilité des autorités de régulation : non pas d’avoir corrigé — ce qu’il faut saluer — mais d’avoir mis autant de temps à le faire, alors que le marché, lui, ne dispose pas de six années pour “attendre” la fin des effets dévastateurs.

Le SAEP représente une centaine d’éditeurs de presse indépendants. A ce titre, nous avons qualité pour répondre à la consultation publique initiée par l’Arcep.